

ARRETE DU MAIRE

Arrêté portant sur les travaux de restauration du cours d'eau du Calais

N° 353 - 2024

Le Maire de la Commune de SAINT MICHEL CHEF CHEF,

VU la loi n° 82.213 du 02 mars 1982 relative aux droits et libertés des Communes, des Départements et des Régions, modifiée par la loi n° 82.623 du 22 juillet 1982 ;

VU le Code des Collectivités territoriales ;

VU le Code de la Route ;

VU l'arrêté interministériel du 24 novembre 1967 modifié, relatif à la signalisation des routes ;

VU l'instruction interministérielle sur la signalisation routière, alinéa 1.8^{ème} partie, signalisation temporaire approuvée par l'arrêté du 06 novembre 1992 modifié.

CONSIDERANT que les travaux de restauration du cours d'eau du Calais au niveau de la Rigole des Anglais réalisés par l'entreprise SARL THOUZEAU, à compter du Lundi 23 septembre 2024, nécessitent de réglementer la circulation et le stationnement durant le déroulement du chantier estimé à 60 jours, afin de garantir la sécurité des ouvriers et des usagers : Impasse Bigot

ARRETE

ARTICLE 1

A compter du Lundi 23 septembre 2024 et pendant toute la durée des travaux estimés à 60 jours, la circulation et le stationnement seront réglementés : Impasse Bigot. La circulation se fera avec des panneaux B15 et C18 ou par des feux tricolores et par de la signalisation temporaire correspondant en fonction de l'avancement des travaux.

ARTICLE 2

Durant cette période, le stationnement sera interdit face au chantier.

ARTICLE 3

La signalisation au droit du chantier de jour comme de nuit est à la charge de l'entreprise SARL THOUZEAU.

ARTICLE 4

La circulation et le stationnement pourront être rétablis ponctuellement suivant l'avancement du chantier si la signalisation est repliée.

ARTICLE 5

Toute contravention au présent arrêté sera constatée et poursuivie, conformément aux lois et règlements en vigueur.

ARTICLE 6

Le présent arrêté sera publié sur le site internet de la Mairie et placardé aux extrémités du chantier.

ARTICLE 7

L'ampliation du présent arrêté sera transmise à l'entreprise SARL THOUZEAU, pour exécution, aux services techniques municipaux, à Monsieur le Commandant de la Communauté de Brigades de St Brévin les Pins, aux services de la Police Municipale, au Chef de Centre des Pompiers de Saint-Michel Chef Chef, à la Communauté de Communes Cœur Pays de Retz (Service transports scolaires), à la communauté d'agglomération « Pornic Agglo Pays de Retz » et à Madame la Directrice générale des services.

ARTICLE 8

Cette décision peut faire l'objet d'un recours contentieux devant le Tribunal Administratif de Nantes, dans les deux mois à compter de sa notification.

Fait à Saint Michel Chef Chef, le 23 septembre 2024.

Pour le Maire et par délégation

L'adjoint délégué

Au développement urbain, Travaux et Cadre de vie

Yvon JAUBERT.

